

EXTRAIT DE L'ALMANACH 2003

# LES CHAMPS DE LA DÉTRESSE

Michèle SALMONA.

Edité par la Mission Agrobiosciences, avec le soutien du Sicoval, communauté d'agglomération du sud-est toulousain. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



# Les champs de la détresse

On le sait, les conditions de travail des paysans sont rudes. N'empêche, pour Michèle Salmona, la mise en place des politiques publiques d'incitation économique se solde, depuis 35 ans, par des coûts humains de plus en plus lourds. Pour cette infatigable observatrice des conditions de travail des paysans, la souffrance, l'angoisse, la dépression et les suicides broient ces hommes et ces femmes... dans un déni (1) total.

Michèle SALMONA. Enseignante en psychologie du travail et cofondatrice du CAESAR (Centre d'anthropologie économique et sociale: applications et recherches à Paris X) en 1970, Michèle Salmona a mis en place un groupe interdisciplinaire Travail et santé dans l'agriculture et a monté un enseignement sur les Méthodologies d'évaluation des politiques publiques à partir de recherches multiples menées dans l'agriculture et dans l'artisanat et un enseignement de psychosociologie du développement. Elle est notamment l'auteur de « Les paysans français: travail, métiers, transmission des savoirs » et « Souffrances et résistances des paysans français », tous deux publiés en 1994 Aux Editions L'Harmattan et d'un article « Les champs de la souffrance » publié dans la Revue Travail et Santé de janvier 2002.

**D**E 1967 À 1974: LE DÉNI DE L'ÉMERGENCE DE LA DÉPRESSION CHEZ LES AGRICULTEURS

Contrairement à ce qui est dit dans un article paru dans Le Monde du 26 octobre 2002 (2), que depuis cinq ans un certain nombre de témoignages concordent sur l'augmentation des suicides en milieu agricole et sur l'importance de la dépression dès 1970, il y a eu de 1967 à 1974 un déni de l'émergence importante de la dépression chez les paysans en liaison avec le démarrage et la mise en place des politiques publiques d'incitation économique dans l'agriculture.

En effet, dès 1967, mes travaux de recherche dans différentes régions françaises mettent en relief la question des coûts mentaux du développement, en particulier la dépression, l'érosion de l'identité personnelle et sociale et les phénomènes de confusion mentale en milieu agricole. Dans certaines petites exploitations familiales, l'effort pour réaliser la modernisation amène chez certains collectifs familiaux une surcharge de travail physique et mental. Dès lors, le discours des paysans, se trouvant dans ces situations de modernisation très rapide, est structuré de manière très particulière: l'agriculteur parle de lui comme s'il parlait d'un autre. Par ailleurs, il est en permanence obligé de se référer à des espaces précis et à des moments précis du che-

minement de cette modernisation. « Il ne sait plus où s'arrêtent les limites de sa personne dans cet effort de chaque instant pour gagner la bataille du développement ». Ce discours manifeste une schize: l'acteur répète sous différentes formes « Qui suis-je, où suis-je? ». Dans le même temps, on remarque chez ces paysans une très forte désocialisation par rapport à la société locale; ils sont murés dans une solitude géographique et humaine. Evidemment les jeunes adultes, qui vivent avec les parents dans une situation d'usure physique et mentale permanente, développent des conflits graves qui sont une des causes de silence du collectif à l'intérieur et à l'extérieur du groupe.

Cette fragilité physique et psychique m'a amené à consulter des notables paysans locaux pour signaler que les aides économiques apportées aux paysans en modernisation dans des zones difficiles ne répondaient pas aux questions posées par la perte de l'énergie collective, par les relations négatives entre les acteurs du groupe et du manque de sociabilité minimale avec la société locale.

Michel Cépède (3) avait construit une série d'indicateurs des zones où le développement productiviste serait difficile (pentes, climats, nombre d'hectares, etc.), mais l'élément le plus important n'était pas signalé: le collectif de travailleurs qui réalise cette modernisation. Je suggérais qu'on pourrait mettre sur pied des visites régulières auprès de ces familles emmurées et épuisées, pour favoriser une reso-

cialisation. Le député notable paysan, étant lui-même responsable d'un organisme de formation de conseillers agricoles, ne percevait pas la difficulté des conseillers à assurer et à traiter cette fragilité psychique de ces familles. Il aurait peut-être été possible, à l'époque, de mettre sur pied des éléments de sensibilisation de ces conseillers à la prise en compte des incidences de l'effort de modernisation sur la psyché des paysans. Ces coûts humains sont pourtant intégrés par des économistes comme William Kapp (4) et par les nouvelles écoles d'économistes pour qui le lien entre l'économique, le social et le psychique va de soi. Par ailleurs Michel Cépède avait compris l'importance « du facteur humain » dans le développement, et l'intérêt de le prendre en compte dans les indicateurs qu'il avait élaborés.

**1974-2002: LE DÉNI DE LA DÉPRESSION ET DU SUICIDE.** En 1974, dans une micro-région où je travaillais, alors qu'un programme de transformation radicale d'activité de la région prenait fin, une série de suicides avait lieu et n'était connue ni de l'administration locale, ni des notables locaux (médecins). Puis, en 1975, en un autre lieu, les aspects positifs de la démographie et de l'économie paysanne locale rendaient difficile les explications d'une série de 13 suicides. Dans ce cas, également, l'administration et les notables locaux n'étaient pas au courant. Seule l'Eglise m'informa de cette crise sociale et prit dans les deux cas des initiatives pour étudier localement, avec l'aide de l'évêché, les causes de cette série de suicides. Ce n'est que six mois plus tard que la réaction des décideurs-formateurs et responsables locaux se manifesta, par une demande d'aide à la réflexion, que l'on m'adressa ainsi qu'à trois collègues. Après cette consultation/réflexion aucune suite ne fut donnée dans les instances administratives ou professionnelles. Durant l'année 1977, une recherche sur le travail agricole financée par l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, m'amena à développer les théories de Palo Alto sur les situations paradoxales et sur l'incidence de ces situations sur la psyché des acteurs. En effet, chez les paysans en développement, un écart considérable se manifeste entre les objectifs définis par les organisations agricoles dans le cadre des Plans de modernisation et la réalisation de ces derniers. Comme dans toute situation paradoxale, les agriculteurs se trouvent dans une situation où aucune réponse n'est bonne: s'ils veulent survivre et se moderniser, ils sont obligés d'accepter les aides et les conditions associées à ces aides; s'ils ne se servent pas des aides, ils sont condamnés à disparaître. Par ailleurs, la réalisation du Plan avec les aides ne permet pas de réaliser les objectifs annoncés par les organisations. On appelle cette situation paradoxale une situation de double contrainte (5). Elle



est porteuse d'une déstructuration de la personne et d'une perte de l'énergie psychique mobilisable dans une situation qui nécessite de faire un effort important pour se moderniser.

A la suite de cette analyse des caractéristiques de la situation des agriculteurs en développement porteuses d'une grande souffrance psychique, des groupes d'agricultrices me demandèrent de réfléchir avec elles sur les incidences pathologiques des situations paradoxales, sur l'équilibre des membres du groupe familial agricole. Je décidais alors d'organiser, avec l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, dont les stagiaires étaient tous des décideurs ou de futurs décideurs dans leur pays d'origine, une rencontre sur le thème « Santé et développement » dans cette région où des aménagements spectaculaires avaient été réalisés. A mon étonnement, aucun notable, aucun acteur administratif ne se déplaça. En revanche, les professions de santé, en particulier les infirmières libérales, les tra-

vailleuses à domicile et enfin un groupe de syndicalistes ouvriers issu du coin participèrent activement à la réflexion commune avec les stagiaires méditerranéens. Pour préparer cette initiative, j'étais allée consulter les médecins des hôpitaux généraux régionaux et les médecins de l'hôpital psychiatrique local : tous avaient insisté sur le fait que la dépression était soignée trop tard, lorsqu'elle avait pris des formes invalidantes, les paysans dépressifs ayant retardé la consultation à l'hôpital et minoré la gravité des troubles. A la suite de ce colloque, deux fonctionnaires de la Datar très préoccupés par ces questions de dépression et de suicides en milieu rural, permirent, grâce à un très modeste crédit, de déclencher une petite recherche par

réaliser un bref travail dans la région touchée par les suicides, sur les cas repérés et les réactions de l'administration et des organismes professionnels sur ces questions « sanitaires et sociales » est restée sans réponse.

**IDÉOLOGIES ET MYTHES DES ÉLITES RESPONSABLES DE L'AGRICULTURE.** Ce petit historique illustre bien les dimensions idéologiques que les organismes de formation des agronomes et des paysans véhiculent encore. Ils ne considèrent la formation que sous l'angle de l'apprentissage des savoirs/savants, porteurs d'une modernisation radicale et sans faute. L'idéologie du pouvoir sans limite de la science domine dans les discours des ensei-

gnants et les chercheurs qui estiment qu'ils élaborent une Vérité dans leur laboratoire qui n'a aucune raison de ne pas fonctionner sur le terrain. Un positivisme étroit et radical caractérise les organismes de formation dépendant du ministère de l'Agriculture. La rationalité économique est de règle dans les comportements tech-

**« il s'agit de remettre en marche des nouvelles formes de solidarité, de susciter de nouveaux groupes, de nouveaux collectifs, qui puissent lutter contre les mécanismes politico-économiques qui broient les paysans. »**

des sociologues. Las, le dossier se perdit dans le labyrinthe administratif, avant que la recherche ne soit commencée !

En 1980, des agronomes nantais me demandèrent de les aider à appréhender et évaluer de manière clinique et non purement économique les incidences du Plan sur la famille, sur la santé physique et mentale, sur les rapports familiaux dans ces exploitations dont la plupart étaient des GAEC. Nous avons suivi ces familles avant, pendant et après les six ans du Plan. Les résultats étaient clairs : que les familles réalisent ou non le Plan, au moins une dépression se déclarait dans chaque GAEC, et certaines familles comptaient jusqu'à trois dépressions de membres différents.

Grâce à un petit crédit du ministère, nous avons réalisé un film « Les coulisses du développement » avec les acteurs des GAEC et nous avons proposé de monter des groupes de parole avec les paysans en Plan de développement, où l'on ne parlerait ni technique, ni économie mais des difficultés psychique, physique et relationnelle, liées à la réalisation du Plan. Le film est resté dans les tiroirs ainsi que la création des groupes de parole.

Comment expliquer cette valse hésitation des organismes publics et professionnels durant trente ans ? Notamment, en 1999, où lors de la chute spectaculaire du cours du porc et du poulet en Bretagne et l'information à la télévision nationale de suicides et de création de numéros de téléphones verts, ma demande au ministère de l'Agriculture de

niques et sociaux. L'homme n'a ni imaginaire, ni affect, ni désir, ni rêve, la bataille de la modernisation est simple à gagner... Ce milieu des formateurs manifeste une laïcité intolérante et une religion du Progrès. L'idéologie de « la coupe vide » que l'on remplit de savoirs/savants caractérise l'image qu'ils se font de la personne et des paysans. On est sur « une table rase » hors de l'Histoire et de l'expérience personnelle et sociale.

Les responsables agricoles et certains agronomes issus du milieu rural refusent la dimension humaine du travail pour des raisons différentes. Leur promotion rapide par le syndicalisme ou les études supérieures les amènent à refuser leur milieu d'origine dans ce qu'il a « d'humain ». Ils refusent également le capital culturel de ce milieu (6). Bien que la « sensibilité » de l'Eglise réintroduise une dimension humaine dans l'activité agricole, syndicalistes et jeunes agronomes issus de mouvements chrétiens (JAC) refusent ou refoulent cette dimension du travail et du développement. La jeune génération d'agronomes de gauche issue du milieu paysan n'y fait pas exception. Les politiques de développement se réalisent à partir d'une mythologie dont nous avons présenté quelques incidences négatives. L'homme est instrumentalisé. Un dernier mythe, le plus dangereux peut-être, repose sur une phrase stéréotypée lorsque l'on évoque les coûts humains, mentaux du développement : « Il n'y a pas d'omelette sans casser les œufs ». Dans le cadre de l'Université de Nanterre en 1987, nous avons organisé, au Centre d'anthropologie économique et

social, un colloque sur les méthodes d'évaluation des politiques publiques, en particulier des politiques d'incitation économique dans l'agriculture avec l'organisme d'évaluation des politiques publiques, créée sous la pression de Michel Rocard, le CEOPS. Il révéla l'absence d'évaluation des politiques publiques dans l'agriculture et la résistance des agronomes à une démarche d'évaluation des politiques mise en place. En effet, les méthodologies rigoureuses réalisées par le CEOPS, que j'ai affinées, révèlent l'importance des coûts humains et mentaux des politiques publiques. Par exemple, les travaux de Guy Barbichon et de Geneviève Delbos sur la migration des ouvriers à l'intérieur de l'Hexagone montrent les difficultés de socialisation et d'insertion des jeunes adolescents qui passent d'une région à l'autre.

Depuis 1970, les échecs successifs d'actions de vulgarisation et de développement réalisées à partir des mythes et des idéologies cités précédemment n'ont pas servi de leçon et la rencontre de Rio, en 1992, n'a fait que développer les incidences catastrophiques de ce type de développement productiviste. La crise de la vache folle n'est que « la cerise sur le gâteau ».

**LA MONTÉE DES DÉPRESSIONS ET DES SUICIDES.** Le travail des MSA, cité dans l'article du Monde, énumère un certain nombre de facteurs, mais les phénomènes qui fondent cet écroulement psychique collectif que l'on découvre actuellement sont d'ordre beaucoup plus généraux : non-reconnaissance du travail des paysans car la rémunération de leurs produits n'a aucun lien avec la qualité et l'importance du travail fourni ; sentiment de ne pas être reconnu par la société urbaine dans le rôle de « nourrisseur » ; honte et culpabilité de craindre à tout moment la faillite de l'exploitation ; vécu insupportable des situations paradoxales ; perte d'identité, etc. Un phénomène important lié au caractère familial de l'entreprise agricole et refoulé en permanence, probablement en liaison avec l'attachement religieux des paysans, est celui du caractère hautement conflictuel du groupe familial, en particulier des GAEC qui réunissent deux générations. Le mythe de la famille « lieu d'amour et de sacrifice » continu à masquer l'importance des faillites liées à des conflits à l'intérieur du groupe et non à des difficultés économiques.

Il reste à souligner que contrairement aux organismes de formation laïcs dépendant du ministère de l'Agriculture, qui ignorent encore les savoirs expérimentiels des paysans, les maisons familiales rurales d'obédience catholique ont pris en charge ce capital culturel transmis par la famille, le voisinage et la société locale. Du coup, les MFR prenaient en charge également l'histoire sociale locale. Enfin, les femmes

sont particulièrement visées par la relation autoritaire que les hommes engendrent vis-à-vis d'elles et les questions concernant le genre féminin continuent à ne pas émerger dans l'action publique (7). Depuis trente ans nous continuons à réfléchir à partir d'une société rurale masculine. Certes depuis trente ans quelques agronomes, formateurs et chercheurs échappent à ces mythes et ces idéologies mais les institutions agricoles et les acteurs qui les composent y restent attachés.

Tous ces facteurs d'usure mentale ne disparaîtront que si d'autres relations aux organisations agricoles de recherche et de formation et surtout d'autres politiques agricoles sont mises en place. De même que dans le secteur salarial les facteurs qui produisent ces phénomènes psychopathologiques ne disparaîtront pas avec la médicalisation des salariés touchés par la souffrance psychique. De même, dans l'agriculture, la médicalisation des paysans déprimés ou suicidaires n'arrêtera pas le processus pathologique propre à ce milieu.

Comme le psychiatre Christophe Dejours le souligne il s'agit de remettre en marche des nouvelles formes de solidarité, de susciter de nouveaux groupes, de nouveaux collectifs, qui puissent lutter contre les mécanismes politico-économiques qui broient les paysans. Bref, il s'agit de résister. □

(1) Sur la question du déni et de la violence, lire « La Face obscure des démocraties modernes » publié en novembre 2002 aux Editions Erès. Les auteurs, Eugène Enriquez, professeur émérite de sociologie à Paris VII et Claudine Haroche, directeur de recherche au Cnrs, dialoguent et rappellent que le maintien d'une pensée exigeante et critique reste le meilleur rempart contre les conduites destructrices.

(2) L'augmentation du suicide exprime la détresse des paysans.

(3) Michel Cépède (1908-1988) a été professeur d'économie et de sociologie rurales à l'Ina de 1947 à 1979, directeur des études économiques et du plan au ministère de l'Agriculture de 1957 à 1959, président de la FAO de 1969 à 1973 et président du Comité français de la campagne mondiale contre la faim de 1970 à 1985.

(4) Revue Education permanente « Langages et coûts humains du changement social », M. Salmona, décembre 1973.

(5) M. Salmona, Métis et paradoxe, 1977, document APCA-CAESAR.

(6) V. de Gaulejac, La névrose de classe, trajectoire sociale et conflits d'identité, Hommes et Groupes Editeurs, 1987.

(7) M. Salmona, Cahiers du GERS/CNRS, Les paysannes françaises : violences-ruses-résistances, à paraître.



